



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**Prestations de service traiteur pour la CCIAMP**

**N° 25-M-S3W-029**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

*Procédure adaptée établie en application des dispositions des articles L2123-1 2°, R2123-1 3°  
(services spécifiques) et R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique*

***Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence***

Palais de la Bourse

9 La Canebière

CS 21856

13221 MARSEILLE Cedex 01

## SOMMAIRE

<b>1 - Dispositions générales du contrat</b>	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Conditions d'annulation d'une commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
1.6 - Développement durable	5
<b>2 - Pièces contractuelles</b>	6
<b>3 - Confidentialité et mesures de sécurité</b>	6
<b>4 - Durée et délais d'exécution</b>	6
4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	6
4.2 - Durée du contrat	6
4.3 - Reconduction	6
<b>5 - Prix</b>	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix	7
<b>6 - Garanties Financières</b>	8
<b>7 - Avance</b>	8
<b>8 - Modalités de règlement des comptes</b>	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
8.6 - Nantissement et cession de créance	10
<b>9 - Conditions d'exécution des prestations</b>	10
9.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	10
9.2 - Développement durable / Obligations environnementales	10
9.3 - Sécurité du personnel	10
<b>10 - Modifications en cours d'exécution</b>	11
10.1 - Changement dans la situation du titulaire	11
10.2 - Changement de titulaire	11
<b>11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</b>	12
<b>12 - Constatation de l'exécution des prestations</b>	12
12.1 - Vérifications	12
11.2 - Décision après vérification	12
<b>13 - Garantie des prestations</b>	12
<b>14 - Pénalités</b>	12
14.1 - Pénalités de retard	12
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
<b>15 - Assurances</b>	13
<b>16 - Résiliation du contrat</b>	13
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13

**17 - Règlement des litiges et langues ..... 14**  
**18 - Dérogations ..... 14**

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations de serveur traiteur.

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de traiteur lors d'opérations événementielles, de déjeuners d'affaires, de dîners institutionnels, de séminaires ou de réunions de travail organisés par les différents services de la CCIAMP.

Les prestations visées sont de différentes natures : petit-déjeuner, rafraîchissement, déjeuner, repas dinatoire et cocktail et seront commandées au fur et à mesure des besoins par les différents services de la CCIAMP.

En fonction des besoins, ces prestations s'accompagneront de la mise à disposition de personnel de cuisine et/ou de serveur ainsi que de matériel vaisselle, nappe, décoration florale... etc.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations pourront se dérouler sur tout le territoire métropolitain (Bouches-du-Rhône hors circonscription d'Arles), soit dans les locaux de la CCIAMP, soit dans des locaux loués pour l'occasion, soit chez un partenaire. Toutefois, les prestations se réaliseront essentiellement à Marseille. (cf. *article 1.4 du CCTP*)

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile as d'office Traiteur et stationnement problématique) l'exécution des prestations.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les deux entités membres du présent groupement de commande : soit la CCI Paca soit la CCIAMP.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom de l'évènement
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché (N° **25-M-S3W-029**) ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### 1.5 - Conditions d'annulation d'une commande

La CCIAMP peut annuler les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande et/ou une validation de demande de devis en le notifiant, par mail, au titulaire.

Le titulaire pourra demander une indemnisation dans les conditions financières et le respect des délais définis ci-dessous. Les délais mentionnés sont calculés en jours ouvrés.

Pour les prestations de la Catégorie « Business » : Accueils/Rafraichissements, Petits-déjeuners et plateaux-repas/snacking

	Prestation de moins de 50 convives	Prestation de plus de 50 convives
Annulation à J-2	Pas d'indemnité	10 % du montant total
Annulation à J-1	20 % du montant total	30 % du montant total
Annulation le jour J	50 % du montant total	50 % du montant total

Pour les prestations de la Catégorie « Réception » : Apéritifs, Cocktails et Repas

	Prestation de moins de 50 convives	Prestation de plus de 50 convives
Annulation à J-3	Pas d'indemnité	20 % du montant total
Annulation à J-2	20 % du montant total	30 % du montant total
Annulation à J-1	50 % du montant total	60 % du montant total
Annulation le jour J	90 % du montant total	90 % du montant total

### 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### 1.6 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Matériel utilisé lors des événements

Couverts inox ou en matière respectueuses de l'environnement recyclé et/ou recyclable (plastique à exclure autant faire ce que peut), vaisselle et verrerie classiques correspondant à la prestation. La qualité et l'aspect du matériel doivent être irréprochables.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cadre de réponse technique et son annexe
- Les éventuels actes modificatifs

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/11/2025.

### 4.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter du 02/11/2025.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 4.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai. Le titulaire ne peut s'opposer à la décision de reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application aux quantités réellement commandés :

- **des prix unitaires** prévus dans le bordereau de prix pour les deux lots :
  - onglet **Prestations**
  - onglet **Boissons accessoires ...)**

- **des 6 taux de remise** (tranches relatives au nombre de convives) applicables à un prix unitaire intitulé tranche 0.

Les prix fixés dans le bordereau de prix unitaires intègrent toutes les charges salariales et patronales ainsi que tous les coûts liés aux prestations : service, transport, livraison, débarrassage.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix des prestations du marché sont actualisables dans les conditions définies ci-dessous.

Les prix figurant aux bordereaux des prix unitaires sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (07/2025), cette date permet de définir le mois zéro (m0) et actualisables annuellement à la date anniversaire du marché selon la formule suivante :

$$P_n = P_o * (0,60 + 0,40 * (I_n / I_o))$$

P<sub>n</sub> = prix nouveau révisé

P<sub>o</sub> = prix de base aux conditions économiques du mois (mois zéro-m0)

I<sub>n</sub> = dernière valeur de l'indice trimestriel connu à la date anniversaire du marché.

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice trimestriel au mois zéro (m0)

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est le suivant :

Identifiant	Libellé
010766370	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes

**Les 6 taux de remise sont invariables pendant toute la durée du marché.**

### Paliers de révision

Les prix ne sont révisables qu'à partir d'une augmentation ou d'une baisse du prix révisé (P année N) égale ou supérieure à 1 % par rapport au prix consécutif à la dernière révision pratiquée (P année N-1).

### Clause butoir

L'augmentation éventuelle résultant de la révision des prix ne peut être supérieure à 3 %.

### Clause de sauvegarde

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision de prix fait apparaître une augmentation par rapport au prix

initial supérieur à 8 % au jour de la notification du marché sur la durée totale. La date d'effet de cette résiliation sera alors celle du changement de tarif en cause.

Toutefois, en fonction de l'évolution économique ou de la législation en vigueur, le pourcentage précité pourra être modifié par avenant à l'accord-cadre.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.


### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, **le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique**, au travers de la plateforme **Chorus Pro** : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les demandes de paiement seront adressées à l'établissement concerné par la prestation :

Établissements	Adresses de facturation		
CCI Aix-Marseille-Provence		<u>Référence facture électronique</u>	
	N° de SIRET	181.300.021.00019	
	N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxx	
	Code service	Néant	

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Chaque bon de commande fera l'objet d'une facturation à réception des prestations exécutées.

Les demandes de paiement seront établies en un exemplaire et comporteront, outre les mentions légales, les indications précisées ci-après.



Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures conformes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### **8.6 - Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R2191-45 à 2191-53 du Code de la commande publique.

La CCIAMP délivre uniquement l'exemplaire unique/ certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du titulaire.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### **9.1 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Dans le cadre du présent contrat, les obligations prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail où cette main-d'œuvre est employée s'imposent au titulaire.

Les conditions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS s'appliquent dans le cadre de ce marché.

### **9.2 - Développement durable / Obligations environnementales**

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à respecter la réglementation relative à la préservation et à la protection de l'environnement. Il peut également de son initiative mettre en œuvre dans l'exercice des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du présent contrat, des process ou techniques s'inscrivant dans une démarche de développement durable.

### **9.3 - Sécurité du personnel**

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, des locaux et du matériel qui lui sont confiés. Les prestations résultant de l'application du CCTP, seront effectuées en accord avec la CCIAMP de manière à ne causer aucune gêne dans le fonctionnement des différents services. Le titulaire sera responsable de ses agents en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution du marché.

## 10 - Modifications en cours d'exécution

### 10.1 - Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire du présent accord-cadre est tenu de notifier sans délai à l'acheteur tout changement se rapportant :

- A sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait KBIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales
- A son adresse ou à son siège social
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC ou IBAN du nouveau destinataire.

à l'adresse suivante :

**Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Aix-Marseille Provence**

Palais de la Bourse

**Service Achats, Marchés et Assurances**

CS 21856

13221 MARSEILLE CEDEX 01

Et doublé par mail : [marchespublics@cciamp.com](mailto:marchespublics@cciamp.com)

### 10.2 - Changement de titulaire

Le titulaire doit notifier sans délai à l'acheteur tout projet de restructuration de l'entreprise (fusion, absorption) et tout projet de cession de marché. A cet effet, il produit les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'acheteur procède, dès la réception des éléments, à la vérification de la situation du cessionnaire au regard des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande. En outre, le cessionnaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

Le cessionnaire devra produire à ce titre :

- Les éléments demandés à l'article R2143-3 du Code de la commande publique
- Les attestations de régularité fiscale et attestations de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- Une déclaration sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers datant de moins de 6 mois ;  
OU  
Une liste nominative des travailleurs salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois (articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail), précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.
- Une attestation d'assurance RC professionnelle en cours de validité

La substitution du titulaire doit faire l'objet d'une acceptation expresse par l'acheteur. En cas d'acceptation de la cession du marché par l'acheteur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

En tout état de cause, l'acheteur se réserve le droit de résilier le contrat lorsque le titulaire ne remplit pas les conditions exigées ci-dessus ou bien pour tout autre motif.

## 11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Représentant du membre du groupement.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

## 14 - Pénalités

1. En aucun cas, le prestataire (titulaire, cotraitant ou sous-traitant éventuels) ne pourra prendre prétexte d'un manque d'informations, d'instructions ou de renseignements pour justifier ses manquements, la charge de les obtenir suffisamment à l'avance lui incombant.
2. En cas de manquement prévisible dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit l'acheteur dans les plus brefs délais par un courriel motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés, sans que le titulaire soit pour autant dégagé de ses obligations contractuelles concernant les prestations à exécuter.
3. Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les manquements sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'acheteur.

### 14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il est stipulé que les pénalités pour retard commencent à courir à compter du jour et de l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Cette pénalité sera de 10% du montant total HT du **bon de commande** dans l'heure de retard.

Au-delà d'une heure de retard, la commande peut être annulée sans frais avec, quoiqu'il en soit, l'application d'une pénalité par tranche détaillée ci-après :

- Tranche jusqu'à 500 €HT de commande : pénalité de 100 €
- Tranche de 501 €HT à 1000 € HT de commande : pénalité de 200 €

- Tranche au-delà de 1000 €HT de commande : pénalité de 500 €

## **14.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette attestation sera déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié au pouvoir adjudicateur chaque année pendant la durée de l'accord-cadre : le titulaire devra spontanément déposer une copie de l'attestation d'assurance sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par la CCI Marseille Provence à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr> et ce au maximum un mois après l'échéance de la police en question,

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Dérogations**

- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services